



**PRÉFET  
DE LA LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale  
de la protection des populations  
Service environnement et prévention des risques  
Guichet unique environnement**

**Arrêté préfectoral n°180-DDPP-26 portant modification des prescriptions  
de l'arrêté n°22-DDPP-12 du 12 janvier 2012  
Société A2T – 25 rue James Jackson au Chambon-Feugerolles (42500)**

**Le Préfet de la Loire**

**VU** l'article L. 122-1 du code des relations entre le public et l'administration ;

**VU** le code de l'environnement, Livre V, et notamment ses articles L181-14 (obligation de porter à la connaissance du Préfet des modifications réalisées sur un site industriel) et R181-46 (classement des modifications réalisées sur un site industriel) ;

**VU** le décret du 22 avril 2026 nommant M. François-Xavier Bieuville, préfet de la Loire ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 2026-109 SCAT du 18 mai 2026 portant délégation de signature à Monsieur Pierre Cabridenc, directeur départemental de la protection des populations de la Loire ;

**VU** la dernière version du dossier de porter à connaissance déposé par la société A2T du Chambon Feugerolles le 05/03/2026

**VU** l'arrêté préfectoral 22-DDPP-12 du 12 janvier 2012 ;

**VU** les avis formulés par le SDIS42 et la DDT42 sur le dossier de porter à connaissance ;

**Vu** le rapport de l'Inspection des Installations Classées en date du 26 mars 2026 ;

**Vu** le courrier en date du 10 avril 2026 transmettant le rapport susvisé à l'exploitant, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, et l'informant du projet d'arrêté de changement d'exploitant ;

**VU** les observations du demandeur sur ce projet transmises par courrier du 20 avril 2026 ;

**CONSIDÉRANT** que les modifications déclarées par la société A2T ne sont pas considérées comme substantielles selon l'article R181-46 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** qu'il y a lieu de mettre à jour l'arrêté n°22-DDPP-12;

**CONSIDÉRANT** le rapport de l'inspection des installations classées du 26 mars 2026 ;

**CONSIDÉRANT** les éléments de réponse transmis par la société A2T par courrier sur son projet d'arrêté ;

**Sur proposition** du secrétaire général de la Préfecture de la Loire

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1 : Actualisation du tableau des rubriques**

Le tableau de l'article 1.2 de l'arrêté 22-DDPP-12 est remplacé par :

N° Rubrique	Nature de l'activité	Volume	Régime installation classée
2561	Production industrielle par trempé, recuit ou revenu des métaux et alliages	Pas de seuil	DC
2562-2	Chauffage et traitement industriels par l'intermédiaire de bains de sels fondus	1380 L	A
2563-2	Nettoyage-dégraissage de surface quelconque, par des procédés utilisant des liquides à base aqueuse ou hydrosolubles	2600 L	DC
2565-3	Revêtement métallique ou traitement de surfaces quelconques par voie électrolytique ou chimique	Traitement en phase gazeuse ou autres traitement	DC
2575	Emploi de matières abrasives	1,5 kW	NC
2921-b	Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle (installations de)	460,8 kW	DC
2925	Atelier de charge d'accumulateurs	1,2 kW	NC
4715-2	Stockage et emploi d'hydrogène	166 Kg	D
4719	Stockage et emploi d'acétylène	210 Kg	NC
4722	Stockage et emploi de méthanol	2,37 T	NC
4735-2b	Stockage et emploi d'ammoniac	464 Kg	DC

A : Autorisation, D : Déclaration, DC : Déclaration avec contrôle périodique, NC : Non Classable

#### **ARTICLE 2 : Situation de l'établissement**

L'article 1.2.2 de l'arrêté 22-DDPP12 est changé de la façon suivante :

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Communes	Parcelles	Lieux-dits
Le Chambon Feugerolles	92,100 et 307 (section AI)	

#### **ARTICLE 3 : Inondation**

Aucun stockage ne devra être effectué dans les zones inondables (notamment la parcelle n° 100) afin de permettre l'écoulement des eaux en cas de crue (expansion de crue) conformément à la cartographie de l'annexe 1 du présent arrêté.

#### **ARTICLE 4 : Délais et voies de recours**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Lyon :

1° par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de l'affichage en mairie et de la publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans la Loire.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du 1er jour d'affichage de la décision.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté

autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur de la décision (Monsieur le préfet de La Loire – direction départementale de la protection des populations – 10, rue Claudius Buard 42014 Saint-Etienne Cedex 2) et au bénéficiaire de la décision (société A2T – 25 Rue James Jackson – 42500 Le Chambon-Feugerolles), à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de 15 jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L. 213-1 du code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de Lyon.

#### **ARTICLE 5 : Publicité**

Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie du Chambon-Feugerolles pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché à ladite mairie pendant une durée minimum d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire à la Direction départementale de la protection des Populations – Service environnement et prévention des risques.

L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État de la Loire pendant une durée minimale de quatre mois.

#### **ARTICLE 6: Exécution**

Le secrétaire général de la Préfecture, le directeur départemental de la protection des populations, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargé de l'Inspection des Installations Classées et le maire du Chambon-Feugerolles sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Saint-Étienne, le 21 mai 2026

Pour le Préfet  
et par délégation  
Le Directeur Départemental  
de la Protection des Populations  
**Pierre CABRIDENC**

Copie adressée à :

- Société A2T
- Mairie du Chambon-Feugerolles
- Archives
- DREAL 42

